

Déclaration liminaire du 8 octobre 2015



Monsieur le directeur académique, mesdames, messieurs,

Difficile d'aborder l'ordre du jour de cette CAPD, sans le mettre en lien avec le contexte de cette première période. En effet, chacun sait qu'à ce stade de l'année scolaire, le plan de formation continue reste un « projet ». Sa mise en œuvre réelle reste subordonnée aux moyens de remplacement.

Que vaudront en effet les efforts de vos services pour mettre en forme cette très complexe équation entre besoins et moyens de formation, si les enseignants retenus pour les stages ne sont pas remplacés dans leur classe ? Chaque année, nous déplorons de voir certains stages annulés et même s'ils sont reportés, c'est souvent à des dates où nous sommes retenus par nos projets, séjours, agendas de classes, fêtes de fin d'année... Les pics d'enseignants non remplacés l'an dernier avaient déjà parasité voire paralysé une partie du dispositif. Cette année, le contexte gardois inédit s'ajoute encore à nos inquiétudes.

Lors du Comité technique nous vous avons fait part de notre stupéfaction du manque d'anticipation qui a conduit notre administration à sous-estimer le nombre d'enseignants nécessaires pour le Gard à cette rentrée. Et s'il n'est pas dans nos habitudes de tirer sur les ambulances, notre rôle est en revanche d'exiger un retour sur expérience pour que l'on tire les enseignements sur les prochaines permutations. Nos responsables nationaux sont déjà à l'œuvre en CAPN avec des propositions concrètes.

Au niveau du Gard, nous déplorons qu'une liste complémentaire n'ait pas été ouverte, ce qui aurait permis de corriger le tir. Vous avez été contraint de placer un certain nombre de BD sur les postes vacants. Cela aura bien évidemment des conséquences pour les enseignants retenus aujourd'hui pour leur(s) formation(s) qui seront contraints d'y renoncer au dernier moment, faute de remplaçant. Sans parler des pics attendus d'enseignants malades et non remplacés, phénomène déjà marqué l'an dernier et qui devrait pour le coup s'amplifier si aucune solution n'est trouvée.

Interrogé sur ce point à la dernière CAPD, vous avez évoqué monsieur le directeur académique la possibilité d'un recrutement de contractuels dans le 1^{er} degré. Nous vous avons rappelé notre opposition de principe sans toutefois fermer la porte tout à fait à cette éventualité. A y regarder de plus près, ce serait remettre le doigt dans un dispositif auquel nous avons réussi à mettre un terme. Selon nos informations, rien n'interdit qu'une liste complémentaire soit ouverte, encore aujourd'hui. Plusieurs se sont ouvertes tardivement nous dit-on et notre ministre déclarait, sur son site officiel après avoir mis en place une mesure inédite à Créteil « qu'en faisant du cousu main, on peut apporter des réponses efficaces aux difficultés de chaque territoire ». Nous vous demandons de saisir madame le Recteur et d'écrire à Madame la Ministre afin qu'elle ouvre, c'est encore possible, cette liste complémentaire dans le Gard comme dans d'autres départements déficitaires de l'académie. Rappelons que nous sommes à peine à un mois de la rentrée 2015 et que déjà les moyens de remplacement sont à bout de souffle.

Il faut rendre aux brigadiers départementaux leur vocation de remplaçants pour, entre autres, faire en sorte que les enseignants puissent accéder sans entrave au parcours de formation personnel auquel ils ont droit.

Doit-on rappeler les moyens déjà très insuffisants que l'Education Nationale nous propose pour nous former ? Que penser d'un employeur qui demande à ses salariés de financer eux-mêmes les frais de transport pour se rendre sur les lieux de formation ? Comment peut-on encore concevoir que les ordres de mission n'ouvrent pas systématiquement droit à défraiement ?

L'enquête nationale menée par le SE-Unsa l'an dernier, révèle que bien loin devant les revendications salariales, les enseignants placent au premier plan, la valorisation de leur expérience. Cela passe par un plan de formation qui leur permette de continuer d'acquérir des compétences.

Le métier d'enseignant est devenu difficile. Au-delà du lieu-commun, la réalité que nous vivons en tant que délégués du personnel, c'est une augmentation inquiétante du nombre de burn-outs. Nos élus en CHSCT ont mis en ligne une enquête visant à avoir une vision plus précise mais surtout à faire avancer ce réel problème. Cela passe forcément par une formation continue réformée et renforcée pour donner aux enseignants les outils nécessaires à faire face aux nouveaux attendus de notre métier, de notre hiérarchie et de nos élèves trop souvent scolarisés, pour certains, en milieu ordinaire faute de place dans les centres spécialisés. Les enseignants non formés se voient trop souvent affecter d'office, dès la sortie de l'ESPé à des classes exigeant des compétences spécifiques. D'autres, au quotidien, sont confrontés à des problématiques complexes depuis l'hétérogénéité des classes jusqu'à l'enseignement d'apprentissages dont ils n'ont pas toujours la compétence comme les langues vivantes, le numérique, etc. Le besoin de formation est grand.

Nous regrettons enfin que deux de nos demandes régulières ne soient pas entendues :

1. Tous les enseignants n'ont pas un accès égal au plan de formation continu (les remplaçants par exemple)

2. Un trop grand nombre de stages s'adressent à des publics ciblés voire désignés laissant pour compte le commun des enseignants... C'est très bien de former les formateurs, les CPC, les enseignants référents, les tuteurs de directeurs, de donner priorité à l'éducation prioritaire, mais il faut rééquilibrer l'offre avec les besoins. Des besoins pas suffisamment identifiés, selon nous. Pour ce faire, il faudrait relier une bonne fois pour toutes, la question de la formation à celle de l'évaluation des enseignants.

Je m'explique, nous estimons que l'Education Nationale, plus que tout autre employeur, doit prévoir un accompagnement professionnel qui permette à chaque enseignant de faire part de ses besoins de formation, donc de ses lacunes... Car les enseignants ont une idée précise de celles-ci. Or comment évoquer lors de la visite d'inspection, ses propres faiblesses quand on sait que la note qui en découle sera déterminante dans le rythme d'avancement. Combien de temps faudra-t-il que nous rappelions ce paradoxe avant que les choses bougent ?

Le SE-Unsa s'y emploie au niveau national et nous vous demandons monsieur le directeur académique, nous demandons aux IEN de vos circonscriptions, qu'une réflexion particulière soit engagée sur cet accompagnement professionnel au niveau du Gard. Il faut sortir à tout prix de la forme archaïque de l'inspection que nous connaissons. Pour revenir à notre enquête, et souligner un autre paradoxe, saviez-vous par exemple que les enseignants, souhaitent majoritairement être évalués, et souhaitent l'être plus régulièrement. En revanche, 62% des collègues interrogés redoutent les inspections. Ils la plébiscitent majoritairement et la craignent tout autant. Cela donne à réfléchir. D'autant qu'ils souhaitent qu'on donne une part plus grande à l'auto-évaluation. 60% souhaitent qu'un entretien professionnel ait lieu à l'issue du processus d'évaluation contre 34% seulement qui ne le souhaitent pas... Voilà des pistes de travail. Et enfin, 73% sont en désaccord avec les modalités de leur évaluation. Une écrasante majorité. Le SE-Unsa appelle d'ailleurs de ses vœux un cadrage national des attendus de cette évaluation, et surtout des attendus reposant sur le référentiel métier afin d'éviter les pratiques isolées mais surtout le facteur chance. Ici l'accent est mis sur la pratique du calcul mental, là sur celle du sport, etc. Ici l'IEN vous annonce sa visite en début de période, là, c'est quelques jours seulement, avec la charge supplémentaire de remplir 4 pages de pré-visite. Pour revenir à l'objet de cette CAPD, Nous pensons dans le Gard, que l'évaluation des enseignants doit avoir une influence plus grande et surtout plus directe sur l'élaboration des dispositifs de formation continue. Les enseignants doivent se voir proposer de manière plus systématique des stages de formation. Et surtout de manière plus efficiente... Car force est de constater que la communication passe mal via la messagerie académique. Comment expliquer autrement que tant de stages trouvent si peu de candidats ? 1 candidat pour 45 places ici, 2 pour 25 là, comment expliquer que l'on en soit rendus à relancer des appels à candidature pour quantité de stages quand 30 enseignants se voient refuser la formation aux premiers secours parce qu'il n'y a que deux stages de 10 personnes programmés ?

Il y a certainement aussi une part de responsabilité à imputer au logiciel GAIA qui semble avoir été conçu pour décourager les candidats à la formation les plus motivés. Quel manque de souplesse dans l'arborescence. Il y a également que certaines dates de stages ne sont pas communiquées ce qui dissuade un certain nombre de collègues.

Pour finir, nous souhaiterions revenir sur la question des animations pédagogiques. Il arrive en effet que certaines circonscriptions "indiquent la cohérence" d'une conférence ou d'une animation pédagogique par rapport à un contexte ou au besoin particulier d'une école, d'un réseau, de la circo tout entière...

Nous tenons à rappeler qu'il ne peut s'agir là que de "propositions". Que c'est à chacun de juger de la pertinence de cette "proposition". Aucune animation pédagogique n'est plus obligatoire qu'une autre. Chaque enseignant(e) doit pouvoir choisir son parcours personnel et la seule obligation est d'assister à 18h de formation destinées à "l'animation et aux actions de formation".

Pour conclure monsieur le directeur académique, devant les proportions prises par la polémique ridicule suscitée par une fresque peinte à l'école Prosper Mérimée de Nîmes, une fresque réalisée il y a une dizaine d'années représentant des monuments romains dont les célèbres arènes au sein desquelles l'enfant a représenté ce qu'il y a toujours vu, un taureau, nous exprimons ici clairement notre étonnement de ne pas avoir entendu ou lu d'annonce publique de votre part visant à mettre un terme à la cacophonie qui continue d'enfler dans tous les médias. Nous aurions souhaité vous entendre rappeler que l'Ecole est un lieu de neutralité et soutenir l'équipe dans ces moments où la liberté pédagogique d'une enseignante et la libre expression artistique des élèves ont été bafouées. Des personnes n'ayant aucun lien avec l'école jusqu'au député maire de Nîmes qui a tenu des propos inqualifiables mettant en doute dans les réseaux sociaux, la neutralité de la directrice.

Pouvez-vous nous éclairer sur les raisons qui justifient votre silence laissant la directrice seule face aux innombrables mails des pros et anti-corrida ?

Je vous remercie de votre attention.

Les délégués du personnel du SE-UNSA